

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 07/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DURAND**

33 rue Pasteur  
37220 L'île-Bouchard

Références : 2025-0302  
Code AIOT : 0010003936

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2025 dans l'établissement DURAND implanté les Ecoins 37220 Sazilly. L'inspection a été annoncée le 07/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DURAND
- les Ecoins 37220 Sazilly
- Code AIOT : 0010003936
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DURAND S.A.S. est autorisée à exploiter les installations de stockage en vrac de céréales sur le site de Sazilly par les arrêtés préfectoraux n°8876 du 8 juillet 1988 et n°14001 du 21 juillet 1993. La société DURAND S.A.S. bénéficie également d'un récépissé de déclaration n°12196 du 13 juillet 1984 pour son activité de stockage de gaz.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I, art. 3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Réalisation du contrôle périodique	Code de l'environnement du 11/03/2025, article R.512-55	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Surveillance et conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I, art. 4.15	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Nettoyage des installations	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I, art. 3.5	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
8	Vérification et entretien des installations électriques	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I, art. 4.4	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
9	Travaux par point chaud et permis feu	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I, art. 4.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	Double asservissement aspiration / manutention	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I, art. 4.16	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	4 mois
11	Emissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 08/07/1988, article B-18	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
12	Bruit	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I, art. 8.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
13	Citerne de gaz - Implantation	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe I, art. 2.1.2.b.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Citerne gaz - Propreté	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.4	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant,	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
			Demande d'action corrective	
16	Citerne gaz – Extincteurs	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.2.C.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
17	Citerne gaz – Rampe d'arrosage	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.2.C.	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement des activités sous la nomenclature ICPE	Code de l'environnement du 11/03/2025, article R.511-9	Sans objet
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I, art. 3.7	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I, art. 4.3	Sans objet
14	Citerne gaz - Clôture	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Classement des activités sous la nomenclature ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/03/2025, article R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement nomenclature ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b>

Selon les informations de l'étude de dangers du site datée du 04/09/2006 et le plan de stockage des céréales daté du 12/03/2025, les installations du site de Sazilly comprennent :

- Silos plats :

- 5 cases de 330 m<sup>3</sup> en exploitation, soit 1650 m<sup>3</sup> ;
- 1 case de 500 m<sup>3</sup> et 8 cases de 130 m<sup>3</sup> abandonnées, soit 1540 m<sup>3</sup> abandonnées ;
- 2 fosses de 25 t ;
- 1 boisseau d'une capacité de 25 t ;

- Silos métalliques :

- 8 cellules métalliques de 800 m<sup>3</sup> situées à l'intérieur du bâtiment « silo métallique », soit 6400 m<sup>3</sup> ;
- 6 cellules métalliques de 1333 m<sup>3</sup> situés à l'extérieur du bâtiment « silo métallique », soit 7998 m<sup>3</sup> ;
- 2 fosses de 30 t ;
- 1 boisseau d'une capacité de 30 t ;
- Une citerne de gaz relevant du régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 4718-2b.

Par courrier du 16 avril 2018 la société DURAND S.A.S avait demandé la modification du classement sous le régime de la déclaration pour ses activités de stockage de céréales soumises initialement au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160 pour une capacité totale de stockage de 17630 m<sup>3</sup>.

Au cours de l'inspection du 11/01/2019, l'exploitant a indiqué qu'il ne souhaitait pas donner suite à sa demande de modification de classement de ses installations et ainsi conserver son classement actuel au titre de la rubrique 2160 sous le régime de l'autorisation pour ses activités de stockage en vrac de céréales. Il est donc considéré que l'exploitant n'a pas demandé à ce que les installations soient gérées suivant les règles de procédure de la déclaration.

Lors de la visite d'inspection du 11/03/2025, l'exploitant a présenté l'état des stocks des céréales stockées, s'élevant à 9 330 t, ainsi que l'état des stocks des engrais présents sur site, s'élevant à 144,38 t, soit sous les seuils de déclaration de la rubrique 4702.

**Conformément à la note sur les changements de régime dans sa version du 09/07/2020 :**

- les arrêtés préfectoraux pris sous le régime de l'autorisation restent applicables ;
- les règles de procédures restent celles de l'autorisation ;
- le régime des installations est celui de la déclaration avec contrôle périodique pour les rubriques 2160-1b, 2160-2b et 4718-2b ;
- les arrêtés ministériels relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2160 et n°4718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent aux installations du site de Sazilly, sous réserve de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 2 : Surveillance de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I, art. 3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection du 11/03/2025, l'exploitant a indiqué que l'exploitation du site de Sazilly se faisait actuellement sous la responsabilité du magasinier du site. Il s'agit d'un magasinier « remplaçant » qui assure l'exploitation temporaire du site ainsi que la formation du futur magasinier. L'exploitant n'a pas présenté le justificatif qui désigne nommément le magasinier du site comme étant la personne référente en charge de la conduite de l'exploitation. L'entretien avec le magasinier souligne des lacunes dans la connaissance des dangers du site, notamment concernant les dangers des zones ATEX (téléphone portable utilisé en zone ATEX durant l'inspection).  L'exploitant a présenté les attestations des deux dernières formations suivies par le magasinier du site : - formation préparation à l'habilitation électrique BS / BE Manœuvre, suivie les 07-08/12/2023 et valide 3 ans ; - formation équipier première intervention - module extincteur, suivie le 12/01/2024.  <b>Conclusion :</b> L'exploitant n'a pas présenté le justificatif qui désigne nommément la personne en charge de la surveillance de l'exploitation du site. Les dangers et risques particuliers liés aux installations du site et aux produits stockés ne sont pas suffisamment connus du personnel en charge de la surveillance de l'exploitation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 3 : Réalisation du contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/03/2025, article R.512-55
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle périodique ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9. Toutefois, les installations classées figurant à cette annexe ne sont pas soumises à l'obligation de

contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Constats :**

Le site de Sazilly relevant du régime de la déclaration avec contrôle périodique pour les rubriques 2160-1b, 2160-2b et 4718-2b, le site est soumis à l'obligation de contrôle périodique. L'exploitant fera réaliser par un organisme agréé les contrôles périodiques au titre de ces rubriques et transmettra à l'inspection des installations classées les rapports associés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 4 : Consignes d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I, art. 3.7

**Thème(s) :** Autre, Dispositions générales

**Prescription contrôlée :**

Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- [...]
- le programme de maintenance et les dates du nettoyage ;
- [...]

[...]

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 11/03/2025, l'exploitant a présenté le classeur général des consignes d'exploitation et des procédures d'intervention du site. Ce classeur inclut notamment :

- les consignes pour les opérations de chargement et de déchargement des marchandises ;
- les consignes en cas d'échauffement, formalisées en réponse à la demande formulée lors de la visite d'inspection du 11/01/2019 ;
- les consignes de permis de feu ;
- les consignes d'utilisation du séchoir et prévention des risques, ainsi que la procédure de séchage ;
- les consignes de nettoyage et de l'entretien des silos ;
- les fiches d'interventions des nettoyages réalisés ;
- etc.

Les consignes consultées en séance n'appellent pas d'observation particulière.

L'exploitant précise en séance que le séchoir du site a été arrêté le 17/12/2024 et que son remplacement est prévu courant 2025.

**Conclusion :**

**Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I, art. 4.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant, correctement répartis sur la superficie à protéger et appropriés aux risques, notamment :

- un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux en nombre défini en fonction des sinistres potentiels, d'un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h chacun pendant deux heures), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes d'une capacité en rapport avec le sinistre potentiel à combattre, au minimum de 120 m<sup>3</sup> ; la combinaison de ces moyens est possible, sous réserve de pouvoir disposer d'une ressource globale de 60 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures exploitable par les engins de pompe ;
- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- des colonnes sèches dédiées.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle.

Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Les emplacements des bouches d'incendie, des colonnes sèches ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes). Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont protégés contre le gel et sont munis de raccords normalisés. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements sont accessibles en toute circonstance.

Le réseau d'eau incendie est conforme aux normes et aux réglementations en vigueur.

Les colonnes sèches sont en matériaux incombustibles. Elles sont prévues dans les tours de manutention et sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur.

Les dispositifs de lutte contre l'incendie sont correctement entretenus et maintenus en bon état de marche. Ils font l'objet de vérifications périodiques au moins annuelles.

**Constats :**



Lors de la visite d'inspection du 11/03/2025, l'exploitant a indiqué que la défense incendie du site était assurée par :

- la réserve enterrée d'eau présente sur le site, d'un volume de 120 m<sup>3</sup> ;
- le poteau incendie « Les écoinç », situé à moins de 200 m du site, en bordure de la route département D760 en face de l'établissement. Selon les informations transmises par la mairie de Sazilly, ce poteau incendie a été vérifié le 15/11/2022 et permet de délivrer un débit de 104 m<sup>3</sup>/h sous une pression de 1 bar.

Sur demande de l'inspection, l'exploitant a présenté :

- le dernier rapport de vérification des moyens de lutte contre l'incendie, réalisé par JPS sécurité le 06/12/2024 pour les 20 extincteurs du site ;
- le dernier rapport de vérification de la colonne sèche, réalisé par ABC feu le 05/03/2025 ;
- le plan d'évacuation et des risques du site.

Ces documents n'appellent pas d'observation.

**Conclusion :**

**Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Surveillance et conditions de stockage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I, art. 4.15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conditions de stockage

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes adaptés et appropriés (sondes thermométriques ou caméras thermiques). Cette disposition ne s'applique pas aux cellules contenant du sucre.

Les produits sont contrôlés en humidité avant stockage, de façon à ce qu'ils ne soient pas stockés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

Les relevés de température et d'humidité font l'objet d'un enregistrement.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 11/03/2025, l'exploitant a indiqué avoir mis en place des sondes de température dans chaque cellule : une sonde munie d'un capteur de température dans chaque case du silo plat, et deux à trois sondes multi-capteurs dans chaque cellule métallique. Le pilotage des sondes est effectué via le système JAVELOT, observé lors de la visite d'inspection. Les relevés de température consultés lors de la visite d'inspection soulignent des températures légèrement élevées mesurées pour plusieurs cellules (C03, C05, etc.) contenant des blés tendres et des blés durs. Les relevés montrent que ces températures hautes sont mesurées depuis plusieurs semaines. L'exploitant indique lors de la visite d'inspection que la ventilation de ces cellules est assurée par un seul souffleur, qui effectue des cycles de ventilation en alternance sur les cellules (un souffleur pour quatre cellules).

<b>Conclusion :</b> L'exploitant ne prend pas toutes les mesures pour s'assurer que les conditions de stockage des produits n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto-inflammation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Nettoyage des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I, art. 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les silos, ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel, sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. La quantité de poussière n'est pas supérieure à 50 g/m <sup>2</sup> . La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont renforcés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes écrites. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage, tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé, fait l'objet de consignes particulières. Les locaux et les silos sont débarrassés de tout matériel ou produit qui n'est pas nécessaire au fonctionnement de l'établissement, notamment les palettes, les sacs et autres matières inflammables, les huiles et autres lubrifiants, etc. De plus, dans les silos combles et les silos plats, des écrans de cantonnement de poussières entre la tour et l'espace sur-cellules sont mis en place.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection du 11/03/2025, l'exploitant a présenté les consignes de nettoyage des installations datées du 19/09/2024 (PRQ-04-V2), qui s'appliquent à l'ensemble des sites exploitées par l'exploitant. Ces consignes précisent notamment les fréquences minimales de nettoyage, en rappelant qu'elles doivent être adaptées à l'activité surtout en période de récolte exceptionnelle.

Des fiches d'intervention de nettoyage sont établies et enregistrées dans le registre présent sur le site de Sazilly. Par sondage, l'inspection a consulté les fiches suivantes :

- fiche d'intervention annuelle du 24/04/2024 ;
- fiche d'intervention trimestrielle du 05/03/2025 ;
- fiche d'intervention trimestrielle de décembre 2024 ;
- fiche d'intervention cellule vide du 04/12/2024 établie la cellule n°10 ;
- fiche d'intervention hebdomadaire du 05/03/2025.

Les fiches consultées ne sont pas cohérentes avec les consignes de nettoyage et ne permettent pas de vérifier que les fréquences minimales de nettoyage fixées dans les consignes sont respectées. Par exemple, les consignes prévoient un nettoyage annuel de la case à déchets mais ce nettoyage n'est pas inclus dans le modèle de fiche d'intervention. Par ailleurs, certaines fréquences de nettoyage ne semblent pas être respectées : par exemple, la fiche d'intervention trimestrielle datée de décembre 2024 n'indique pas de nettoyage de l'armoire électrique contrairement aux consignes de nettoyage. Par ailleurs les fiches d'intervention ne précisent pas l'appareil de nettoyage utilisé.

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que les installations n'étaient pas maintenues dans un état de propreté suffisant : les témoins d'empoussièrement présents au sol du silo métallique n'étaient pas ou peu visibles, et des zones d'accumulation de poussières étaient présents sur les parois.

**Conclusion :**

**Les installations ne sont pas maintenues dans un état de propreté suffisant. Les fréquences de nettoyage fixées dans les consignes de nettoyage ne sont pas respectées ou ne peuvent être vérifiées puisque les fiches d'intervention de nettoyage ne sont pas cohérentes avec les consignes de nettoyage.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.**

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective**

**Proposition de délais : 4 mois**

**N° 8 : Vérification et entretien des installations électriques**

**Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I, art. 4.4**

**Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie**

**Prescription contrôlée :**

Dans les parties de l'installation visées au point 4.1 et susceptibles d'être à l'origine d'une explosion, les équipements et appareils électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques

et, a minima, les moteurs présents dans les installations :

- appartiennent aux catégories 1D, 2D ou 3D telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles ;
- ou disposent d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières" dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60529) et possèdent une température de surface au plus égale au minimum : des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C.

Dans tout l'établissement, les installations électriques, y compris les canalisations, sont conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement un rapport annuel effectué par un organisme compétent.

Ce rapport comporte :

- une description des équipements et appareils présents dans les zones où peuvent apparaître des explosions, les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions du décret mentionné ci-dessus ;
- les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques dans tout le site et, le cas échéant, les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de l'article 422 de la norme NF C 15-100.

L'ensemble des non-conformités est levé sous un an.

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 11/01/2019, le constat suivant avait été formulé : « [...] L'exploitant ne maintient pas en bon état de fonctionnement l'ensemble de ses installations électriques. Selon l'organisme de contrôle, les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion. ».

Lors de la visite d'inspection du 11/03/2025, l'exploitant a présenté :

- le rapport daté du 03/03/2025 établi par la société DEKRA suite à l'intervention du 20/02/2025 au 21/02/2025 pour la vérification des installations électriques au titre du code du travail ;
  - le rapport daté du 03/03/2025 établi par la société DEKRA suite à l'intervention du 20/02/2025 au 21/02/2025 pour la vérification des installations électriques au titre de la réglementation ICPE.
- Le 1<sup>er</sup> rapport présente 72 observations et le 2<sup>nd</sup> rapport présente un total de 44 écarts. Selon l'organisme de contrôle, les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.

L'exploitant a indiqué qu'une rénovation complète des installations électriques du site était envisagée en cours d'année 2025. Cependant l'exploitant n'a pas présenté de justificatif associé à ces travaux (bon de commande et/ou échéancier des travaux).

#### **Conclusion :**

L'écart précédemment identifié est maintenu et complété :

- l'exploitant ne maintient pas en bon état de fonctionnement l'ensemble de ses

installations électriques, et selon l'organisme de contrôle, les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion ;
<ul style="list-style-type: none"> <li>• l'exploitant n'a pas présenté de justificatif concernant la mise en œuvre d'actions correctives suite au dernier contrôle de vérification des installations électriques (absence de justificatif).</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 9 : Travaux par point chaud et permis feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I, art. 4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Arrêté ministériel du 28/12/2007 - annexe I, article 4.6 :</u> Dans les parties de l'installation visées au point 4.1, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un " permis d'intervention ", et éventuellement d'un " permis de feu ", et en respectant les règles d'une consigne particulière. Le " permis d'intervention ", et éventuellement le " permis de feu ", et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le " permis d'intervention " et éventuellement le " permis de feu ", et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.  <u>Arrêté préfectoral du 08/07/1988 - article B-16 :</u> Tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura notamment désignée. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière, établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu. Lorsque les travaux auront lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci devra être à l'arrêt et avoir été débarrassée de toutes poussières. Des visites de contrôle seront effectuées après toute intervention.

### Constats :

Lors de la visite d'inspection du 11/01/2019, le constat suivant avait été formulé : « *L'inspection a constaté qu'il n'y a dans les permis d'intervention aucun élément justifiant des heures et constats des visites de contrôle qu'il doit effectuer après toute intervention.* »

*D1 : L'exploitant formalise dans ses formulaires de « permis d'intervention » et « permis de feu » les éléments justifiant des visites qu'il doit effectuer après toute intervention. ».*

Lors de la visite d'inspection du 11/03/2025, l'inspection a consulté par sondage les deux permis de feu suivants :

- société GIAN SANTIE, interventions des 21/11/24 de 7h30 à 17h, 05/12/24 de 7h30 à 17h et 06/12/24 de 7h30 à 11h10 pour « démontage plateforme, montage nettoyeur » ;
- société GIAN SANTIE, intervention du 11/12/24 de 7h30 à 17h pour « démontage plateforme, montage plateforme nettoyeur ».

Le 1<sup>er</sup> permis de feu consulté a été établi sur plusieurs unités de temps dépassant la demi-journée alors que le site était a priori en activité. Les informations concernant la surveillance après intervention n'ont pas été renseignées.

Le 2<sup>nd</sup> permis de feu consulté a été établi sur une unité de temps dépassant la demi-journée alors que le site était a priori en activité. Les travaux ont été réalisés jusqu'à 17h et les informations concernant la surveillance après intervention précisent qu'une surveillance a été effectuée de 17h à 18h, contrairement aux consignes de permis de feu du site qui prévoient de « maintenir une surveillance rigoureuse pendant deux heures au moins après la cessation du travail (de nombreux sinistres se sont en effet déclarés dans les heures suivant la fin des travaux [...]) ».

Par ailleurs, les deux permis de feu consultés ne précisent pas la localisation des travaux, la nature des dangers ou le type de matériel utilisé. Les mesures de prévention et les moyens de protection (section « moyens de prévention et mise en sécurité ») sont insuffisamment développés et ne listent pas l'ensemble des mesures de prévention et de protection à mettre en œuvre, telles que celles rappelées dans le guide de l'état de l'art sur les silos.

### Conclusion :

**Les permis de feu consultés ne sont pas établis pour une unité de temps, de lieu et de tâche. Ils sont également incomplets : ils ne précisent pas la localisation des travaux, la nature des dangers ou le type de matériel utilisé, et les mesures de prévention et les moyens de protection sont insuffisamment développés. La surveillance après intervention, à réaliser pendant au moins les deux heures qui suivent la fin des travaux, n'est pas réalisée de façon systématique par l'exploitant ou n'est pas réalisée pendant toute la durée requise.**

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise

en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais : 2 mois</b>

**N° 10 : Double asservissement aspiration / manutention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I, art. 4.16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p>[...]</p> <p>Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et sont reliés à une alarme sonore ou visuelle.</p> <p>Le fonctionnement des équipements de manutention est asservi au fonctionnement des installations de dépoussiérage si elles existent : ces équipements ne démarrent que si les systèmes de dépoussiérage fonctionnent et, en cas d'arrêt, le circuit passe immédiatement en phase de vidange et s'arrête une fois la vidange terminée ou après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p> <p>[...]</p> </div>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite d'inspection du 11/03/2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de démarrer un circuit de manutention pour tester, par sondage, le bon fonctionnement du double asservissement. Lorsque l'exploitant a tenté de mettre en route le nettoyeur/séparateur de céréales du silo métallique sans avoir mis en marche l'aspiration (assurée par le cyclone), la manutention a fonctionné sans déclenchement.</p> <p>L'exploitant a ensuite mis à l'arrêt le cyclone. En l'absence d'aspiration, le nettoyeur/séparateur a continué de fonctionner.</p> <p>Ces deux simulations ont mis en évidence l'absence de fonctionnement du double asservissement entre le nettoyeur/séparateur et le cyclone. Par ailleurs, aucune alarme visuelle ne s'est enclenchée sur le synoptique de la supervision de l'installation lors des simulations.</p> <p><b>Conclusion :</b></p> <p>Les installations de manutention testées lors de la visite d'inspection ne sont pas asservies au système d'aspiration avec un double asservissement et ne sont pas reliées à une alarme sonore ou visuelle lorsqu'un incident de fonctionnement est détecté. Pour rappel, les équipements de manutention ne doivent démarrer que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 11 : Emissions de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/1988, article B-18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Arrêté préfectoral du 08/07/1988 – article B-18 :</u>  Les rejets gazeux collectés dans les conditions prévues aux articles 4 ; 6 et 17 devront faire l'objet d'un dépoussiérage. La concentration en poussières au rejet à l'atmosphère sera inférieure à 30 mg/m<sup>3</sup> Normal.  En outre, le flux total de poussières rejetées à l'atmosphère sera inférieur à 10 kg/h en moyenne sur 24 heures.</p> <p><u>Arrêté préfectoral du 08/07/1988 – article B-19 :</u>  L'exploitant procédera à des mesures régulières des émissions de poussières.  La fréquence de ces mesures sera déterminée par l'Inspecteur des Installations Classées à qui les résultats seront transmis.  En outre, l'Inspecteur des Installations Classées pourra, au besoin, faire procéder à des mesures complémentaires.  Les frais qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 11/01/2019, le constat suivant avait été formulé : « <i>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des émissions de poussières réalisé par SOCOTEC le 17 juin 2015. Les mesures ont été réalisées à la sortie du cyclone. Les concentrations mesurées ont été jugées conformes. Cependant, aucune mesure n'a été faite pour vérifier et quantifier la dispersion des poussières au-delà du périmètre de l'établissement.</i>  <i>Le jour de la visite, l'inspection a constaté des émissions de poussières importantes dans l'établissement au niveau du système de nettoyage des grains alors qu'il était en fonctionnement. Ce point appelle une nouvelle remarque de la part de l'inspection.</i>  <i>R1 (article B-18 de l'AP n°88-76 du 8/07/88) : L'exploitant doit s'assurer que ses équipements à l'origine d'émissions de poussières respectent en permanence les valeurs limites d'émission au rejet à l'atmosphère définies à l'article B-18 de l'arrêté préfectoral n°88-76 du 8 juillet 1988 et ils ne doivent pas être susceptibles d'incommoder le voisinage ou de nuire à la santé ou à la sécurité publique. ».</i></p> <p>Suite à la visite d'inspection du 11/03/2025, l'exploitant a transmis le rapport d'essai n°RE-19/065 du 13/08/2019 rédigé par la société CREATMOS. Ce rapport présente les résultats des concentrations et flux de poussières mesurées au cours de 3 essais sur le rejet du cyclone séparateur du site de Sazilly. Les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émission.</p>



L'inspection note toutefois qu'aucune mesure n'a été faite pour vérifier et quantifier la dispersion des poussières au-delà du périmètre de l'établissement.

**Conclusion :**

L'exploitant n'a pas fait procéder aux mesures complémentaires des émissions de poussières demandées par l'inspection des installations classées suite à la visite d'inspection du 11/01/2019 pour vérifier et quantifier la dispersion des poussières au-delà du périmètre de l'établissement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 12 : Bruit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/12/2007, article Annexe I, art. 8.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT	EMERGENCE ADMISSIBLE	EMERGENCE ADMISSIBLE
ambiant existant dans les zones à émergence réglementée  (incluant le bruit de l'installation)	pour la période allant de 7 heures à 22 heures,  sauf dimanches et jours fériés	pour la période allant de 22 heures à 7 heures,  ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période concernée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations devra respecter les valeurs limites ci-dessus.

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 11/01/2019, le constat suivant avait été formulé : « *L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des émissions sonores réalisé par la SOCOTEC le 21 août 2015.*

*Trois zones à émergence réglementée (ZER) ont été définies dans le cadre du contrôle. La mesure de l'émergence au point ZER2 de 8dB(A) ne respecte pas la valeur d'émergence admissible en période diurne de 5 dB(A).*

*Ce constat appelle la nouvelle non-conformité suivante :*

*NC1 (article 3 de l'AM du 23/01/97) : L'exploitant ne respecte pas les valeurs d'émergence admissible en période diurne. ».*

Suite à la visite d'inspection du 11/03/2025, l'exploitant a transmis le dernier rapport de contrôle des émissions sonores du site de Sazilly, daté du 13/09/2019 et réalisé par le bureau d'études Actions Durables Conseils. Ce rapport présente les résultats des émissions sonores diurnes et nocturnes mesurées au niveau de 3 points de mesures à proximité du site. Le rapport présente des non-conformités pour les mesures de bruit en limite de propriété et les niveaux d'émergence sonore en période diurne et nocturne. Le rapport conclut sur des recommandations relatives au fonctionnement des ventilateurs du site afin de réduire les nuisances sonores. L'exploitant n'a pas présenté les justificatifs relatifs à la réalisation des actions correctives nécessaire pour réduire les nuisances sonores du site.

#### **Conclusion :**

**L'écart précédemment identifié est renouvelé et complété :**

- **l'exploitant ne respecte pas les valeurs limites de bruit en limites de propriété et les valeurs d'émergence admissible en période diurne et nocturne ;**
- **l'exploitant n'a pas présenté les justificatifs relatifs à la réalisation des actions correctives nécessaires pour réduire les nuisances sonores du site.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé et fera réaliser un nouveau contrôle des émissions sonores du site. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.**

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 13 : Citerne de gaz - Implantation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe I, art. 2.1.2.b.			
<b>Thème(s) :</b> Autre, Implantation			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
<p><b>a)</b> Une installation de stockage en réservoirs aériens de capacité déclarée au plus égale à 15 tonnes est implantée de telle façon qu'il existe une distance d'au moins 5 mètres entre les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes des réservoirs et les limites du site. Si la capacité déclarée du stockage dépasse 15 tonnes, cette distance est portée à 7,5 mètres.</p> <p>Dans le cas d'une installation existante, déclarée avant la date de publication du présent arrêté au Journal officiel augmentée de quatre mois, la distance entre les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes des réservoirs et les limites du site est d'au moins 5 mètres, quelle que soit la capacité du réservoir.</p> <p><b>b)</b> Les distances minimales suivantes, mesurées horizontalement à partir des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et des orifices de remplissage des réservoirs aériens, sont également observées à la date de déclaration en préfecture, selon la capacité déclarée de chaque réservoir.</p>			
<b>C A P A C I T É DÉCLARÉE (C) EN TONNES DE CHAQUE RÉSERVOIR</b>	<b>6 &lt; C ≤ 15</b>	<b>15 &lt; C ≤ 35</b>	<b>35 &lt; C &lt; 50</b>
Limite la plus proche des voies de communication routières à grande circulation, des routes nationales non classées en route à grandecirculation et des chemins départementaux, des voies urbaines situées à l'intérieur des agglomérations, des voies ferrées autres que celles de desserte de l'établissement et des voies navigables	6	10	20

ERP 1 <sup>re</sup> à 4 <sup>e</sup> catégorie suivants : établissements hospitaliers ou de soins, établissements scolaires ou universitaires, crèches, colonies de vacances, établissements de culte, les musées et les immeubles de grande hauteur	15	25	75
Autres ERP de 1 <sup>re</sup> à 4 <sup>e</sup> catégorie et ERP de 5 <sup>e</sup> catégorie	10	20	60
Ouvertures des locaux administratifs ou techniques de l'installation	5	7,5	10
Appareils de distribution d'hydrocarbures liquides	7,5	7,5	10
Appareils de distribution d'hydrocarbures liquéfiés	9	9	9
Aires d'entreposage de matières inflammables, combustibles ou comburantes	10	10	10
Bouches de remplissage et évents d'un réservoir aérien ou enterré d'hydrocarbures liquides	10	10	10
Parois d'un réservoir aérien d'hydrocarbures	10	10	20

d'hydrocarbures liquides			
Parois d'un réservoir enterré d'hydrocarbures liquides	3	3	7

[...]

**c)** Toutes ces distances peuvent être réduites au tiers de leur valeur dans le cas de réservoirs enterrés ou sous-talus, conformément aux dispositions du présent arrêté. Pour les installations déclarées avant le 1er janvier 2018, ces distances peuvent être réduites de moitié dans le cas de réservoirs aériens séparés des emplacements concernés par un mur plein en matériau de classe A1 (incombustible) et R120 (stable au feu de degré deux heures), dont la hauteur excède de 0,5 mètre celle de la bouche d'emplissage et de l'orifice de la soupape et dont la longueur est telle que les distances du tableau soient respectées en le contournant.

Lorsque la capacité unitaire d'un réservoir est inférieure à 3,5 tonnes, et que la distance horizontale entre ses parois et celles d'autres réservoirs est supérieure à 20 mètres, la distance entre les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes des réservoirs et les limites du site doit être d'au moins 3 mètres. Les réservoirs enterrés doivent respecter les distances d'éloignement imposés pour les réservoirs aériens, diminuées de moitié.

Pour les installations déclarées avant le 1er janvier 2018, cette distance de 3 mètres peut-être réduite à 1,5 mètre dans le cas d'un réservoir aérien séparé des limites du site par un mur plein en matériau de classe A1 (incombustible) et R 120 (stable au feu de degré deux heures), dont la hauteur excède de 0,5 mètre celle de la bouche d'emplissage et de l'orifice de la soupape et dont la longueur de 3 mètres soit respectée en le contournant.

#### **Constats :**

L'activité de stockage de gaz sur le site de Sazilly fait l'objet du récépissé de déclaration n°12196 du 13 juillet 1984.

La citerne de gaz, d'une capacité supérieure à 15 t, est située derrière les silos plats non exploitées du site, sur la partie sud de l'emplacement du site.

Les limites du site avec le chemin et la parcelle agricole ne sont pas clairement représentées, toutefois lors de la visite d'inspection du 11/03/2025, l'inspection a constaté que la distance d'éloignement avec les limites du site semble inférieure à 7,5 m.

La distance d'éloignement avec les "ouvertures des locaux administratifs ou techniques de l'installation" semble respectée, les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes du réservoir étant orientés du côté ouest, à l'opposé du local du séchoir.

La citerne est en dehors du périmètre des zones d'ensevelissements : les cases du silo plat situé à proximité de la citerne ne sont pas exploitées, et les autres cellules de stockage sont suffisamment éloignées.

#### **Conclusion :**

La distance d'éloignement entre la citerne de gaz et les limites du site semble inférieure à 7,5 m. L'exploitant prévoyant de remplacer le séchoir du site, la mise en œuvre du futur séchoir devra être réalisée conformément au guide de l'état de l'art pour la sécurité des séchoirs de grains. La distance minimum d'éloignement entre le futur séchoir et la citerne de gaz devra être respectée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 14 : Citerne gaz - Clôture**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositions générales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes non habilitées par l'exploitant n'ont pas un accès libre au stockage. De plus, en l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage est rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou dispositifs verrouillables).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 11/01/2019, le constat suivant avait été formulé : « <i>L'inspection a constaté que la clôture entourant le réservoir de stockage est fortement dégradée (poteaux cassés, grillage troué). La porte fermant la zone clôturée est complètement cassée et n'en interdit plus l'accès.</i></p> <p><i>NC4 : Le réservoir de stockage de gaz n'est pas rendu inaccessible par une clôture de hauteur 2 m avec porte verrouillable. ».</i></p> <p>Par courrier du 22/05/2019, l'exploitant a indiqué avoir effectué des travaux de mise en conformité en janvier 2019.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 11/03/2025, l'inspection a constaté la présence d'une clôture haute d'environ 2 m entourant complètement la citerne de gaz. La porte d'accès à la zone clôturée est verrouillable et était tenue verrouillée le jour de l'inspection.</p> <p><b>Conclusion :</b> L'écart précédemment identifié est levé. Pas de non-respect constaté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Citerne gaz - Propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositions générales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les lieux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, de poussières, et de matières combustibles. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Il est</p>

procédé aussi souvent que nécessaire au désherbage « et au débroussaillage » sous et à proximité de l'installation.

La remise en état de la protection extérieure (peinture ou revêtement) « des réservoirs » est à effectuer lorsque son état l'exige. Elle est réalisée conformément aux dispositions du point 4.6.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 11/01/2019, le constat suivant avait été formulé : « *L'inspection a constaté la présence de végétaux en quantité importante sous et à proximité du réservoir de stockage.*

*NC5 : L'exploitant ne procède pas aussi souvent que nécessaire au désherbage sous et à proximité du réservoir de stockage de gaz. ».*

Par courrier du 22/05/2019, l'exploitant a transmis les photos de la zone stockage après le désherbage effectué.

Lors de la visite d'inspection du 11/03/2025, l'inspection a constaté que les abords de la citerne de gaz étaient maintenus propres . Des herbes sèches étaient toutefois présentes sous la citerne de gaz, ce qui témoigne d'un niveau de désherbage insuffisant.

**Conclusion :**

**L'écart précédemment identifié est maintenu : l'exploitant ne procède pas aussi souvent que nécessaire au désherbage sous et à proximité du réservoir de stockage de gaz.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 16 : Citerne gaz – Extincteurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.2.C.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

Les moyens de secours sont au minimum constitués de :

- deux extincteurs à poudre « ABC d'une capacité minimale de 9 kg et, pour les installations stockant plus de 35 tonnes en réservoirs aériens, d'un extincteur à poudre ABC sur roues d'une capacité de 50 kg » ;

- [...]

- [...]

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 11/01/2019, le constat suivant avait été formulé : « <i>L'inspection a constaté l'absence des deux extincteurs à poudre obligatoires à proximité immédiate de la citerne. L'exploitant a indiqué qu'un extincteur est présent à quelques mètres dans le local séchoir fermé à clé, les extincteurs installés à l'extérieur étant régulièrement retrouvés vides et dispersés dans les vignes voisines.</i></p> <p><i>NC6 : Les deux extincteurs à poudre obligatoires ne sont pas présents ou disponibles à proximité immédiate de la citerne et en toutes circonstances. ».</i></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 11/03/2025, l'inspection a constaté l'absence d'extincteur à proximité immédiate de la citerne de gaz. L'exploitant a indiqué que les extincteurs avaient été déplacés à l'intérieur du local séchoir, pour éviter un éventuel vol.</p> <p><b>Conclusion :</b></p> <p><b>L'écart précédemment identifié est maintenu : les deux extincteurs à poudre obligatoires ne sont pas présents ou disponibles à proximité immédiate de la citerne et en toutes circonstances.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 17 : Citerne gaz – Rampe d'arrosage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.2.C.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les moyens de secours sont au minimum constitués de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- [...]</li> <li>- pour les réservoirs de capacité déclarée inférieure à 15 tonnes, d'un tuyau et d'une lance dont le robinet de commande est d'un accès facile en toute circonstance ;</li> <li>- [...]</li> <li>[...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 11/01/2019, le constat suivant avait été formulé : « <i>L'inspection a constaté la présence d'une rampe d'arrosage au-dessus du réservoir. Le robinet permettant l'ouverture de l'alimentation de la rampe est installé dans un angle entre la citerne et un mur.</i></p>



*L'accès à ce robinet de commande peut être rendu difficile en cas d'incendie à proximité ou en cas d'incident sur la citerne.*

*Un poteau incendie est présent en bordure de la D760 en face de l'établissement à une distance d'environ 170 m de la citerne (<200 m).*

*Compte-tenu de la météo (températures inférieures à 0°), l'exploitant n'a pas souhaité mettre la rampe d'aspersion en marche.*

*R2 : L'exploitant doit s'assurer du bon état de fonctionnement de la rampe d'aspersion ainsi que le robinet de commande soit d'un accès facile en toute circonstance. ».*

Lors de la visite d'inspection du 11/03/2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de tester le démarrage de la rampe d'aspersion. Le robinet de commande de la rampe d'arrosage est situé à l'intérieur du local séchoir. L'accès à ce robinet de commande peut être rendu difficile en cas d'incendie du séchoir ou en cas d'incendie à l'intérieur du local. Le test de démarrage de la rampe d'aspersion a permis de constater de la mise en place d'un film d'eau homogène sur toute la surface de la citerne de gaz.

**Conclusion :**

**L'écart précédemment identifié est partiellement levé et renouvelé : l'accès au robinet de commande de la rampe d'aspersion n'est pas facile en toutes circonstances.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois